

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	23.04.2024
Thema	Keine Einschränkung
Schlagworte	UNESCO-Kulturerbe
Akteure	Keine Einschränkung
Prozesstypen	Keine Einschränkung
Datum	01.01.1990 - 01.01.2020

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Benteli, Marianne
Berclaz, Philippe
Bernath, Magdalena
Bühlmann, Marc
Ehrensperger, Elisabeth
Freymond, Nicolas
Gerber, Marlène
Gökce, Melike
Mosimann, Andrea
Schär, Suzanne
Terribilini, Serge

Bevorzugte Zitierweise

Benteli, Marianne; Berclaz, Philippe; Bernath, Magdalena; Bühlmann, Marc; Ehrensperger, Elisabeth; Freymond, Nicolas; Gerber, Marlène; Gökce, Melike; Mosimann, Andrea; Schär, Suzanne; Terribilini, Serge 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: UNESCO-Kulturerbe, 1990 - 2019*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 23.04.2024.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Grundlagen der Staatsordnung	1
Politische Grundfragen	1
Nationale Identität	1
Infrastruktur und Lebensraum	1
Umweltschutz	1
Naturschutz	1
Bildung, Kultur und Medien	6
Bildung und Forschung	6
Grundschulen	6
Kultur, Sprache, Kirchen	6
Kulturpolitik	8
Heimatschutz und Denkmalpflege	16

Abkürzungsverzeichnis

BUWAL	Bundesamt für Umwelt, Wald und Landschaft
UVEK	Eidgenössisches Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation
UNO	Organisation der Vereinten Nationen
BAFU	Bundesamt für Umwelt
WBK-SR	Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur des Ständerats
EDI	Eidgenössisches Departement des Inneren
SBFI	Staatssekretariat für Bildung, Forschung und Innovation
BJ	Bundesamt für Justiz
UNESCO	Organisation der Vereinten Nationen für Erziehung, Wissenschaft und Kultur
DEZA	Direktion für Entwicklung und Zusammenarbeit
SRF	Schweizer Radio und Fernsehen
SGV	Schweizerischer Gewerbeverband
BLN	Bundesinventar der Landschaften und Naturdenkmäler von nationaler Bedeutung
UNHCR	Hoher Flüchtlingskommissar der Vereinten Nationen
ISOS	Bundesinventar der schützenswerten Ortsbilder der Schweiz von nationaler Bedeutung
WBK-NR	Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur des Nationalrats
URG	Urheberrechtsgesetz
VISOS	Verordnung über das Bundesinventar der schützenswerten Ortsbilder der Schweiz
ZDA	Zentrum für Demokratie Aarau
DOCIP	Indigenous peoples' centre for documentation, research and information (Dokumentations-, Forschungs- und Informationszentrum indigener Völker)
BAK	Bundesamt für Kultur

OFEFP	Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage
DETEC	Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication
ONU	Organisation des Nations unies
OFEV	Office fédéral de l'environnement
CSEC-CE	Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil des Etats
DFI	Département fédéral de l'intérieur
SEFRI	Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation
OFJ	Office fédéral de la justice
UNESCO	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture
DDC	Direction du développement et de la coopération
RTS	Radio Télévision Suisse
USAM	Union suisse des arts et métiers
IFP	Inventaire fédéral des paysages, sites et monuments naturels d'importance nationale
HCR	Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
ISOS	Inventaire fédéral des sites construits d'importance nationale à protéger en Suisse
CSEC-CN	Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil national
LDA	Loi sur le droit d'auteur
OISOS	Ordonnance concernant l'Inventaire fédéral des sites construits à protéger en Suisse
ZDA	Zentrum für Demokratie Aarau
DOCIP	Centre de documentation, de recherche et d'information des peuples autochtones
OFC	Office fédéral de la culture

Allgemeine Chronik

Grundlagen der Staatsordnung

Politische Grundfragen

Nationale Identität

ANDERES
DATUM: 31.05.2011
MARC BÜHLMANN

Mit der Ratifizierung der Unesco-Konvention zur **Bewahrung des immateriellen Kulturerbes** 2008 hat sich die Schweiz verpflichtet, eine Liste mit möglichem Kulturerbe zu erstellen. Die Kantone kamen der entsprechenden Aufforderung nach und reichten insgesamt 387 Vorschläge für ein Inventar lebendiger Traditionen ein. Neben traditionellen Festivitäten, Kunsthandwerk, Erzählkunst und Liedgut finden sich auch die Appenzeller Witze, die Mundartlieder von Mani Matter, das Hornussen oder die Zauberformel auf der Liste. Unter der Leitung des Bundesamtes für Kultur wurde die Liste aus gesamtschweizerischer Sicht bewertet, bereinigt und im September verabschiedet.¹

Infrastruktur und Lebensraum

Umweltschutz

Naturschutz

MOTION
DATUM: 14.12.1990
SERGE TERRIBILINI

Pour sa part, le Conseil national a transmis comme postulat la motion Portmann (pdc, GR) préoccupée par le **financement de la rénovation du monastère de Müstair** (GR) ; ce bâtiment ayant été déclaré bien culturel mondial, il tomberait sous le coup des dispositions du traité de l'UNESCO qui prévoit la protection du patrimoine de valeur internationale. Le motionnaire a demandé que le gouvernement consacre à cet effet une somme de CHF 7 millions.²

INTERKANTONALE ZUSAMMENARBEIT
DATUM: 13.03.2000
PHILIPPE BERCLAZ

Après la décision favorable des sept communes bernoises en 1998, c'était au tour des communes valaisannes de Naters et de Ried-Mörel de prendre position sur le **projet d'inscription du glacier d'Aletsch** (région Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn) **dans le patrimoine mondial de l'Unesco**. La commune de Naters s'est prononcée par 1300 voix contre 990 favorablement au projet. La situation était plus compliquée pour la commune de Ried-Mörel qui a dû voter sur deux objets. Le premier consistait à prendre en compte la proposition de l'OFEFP. Le deuxième était la proposition de la commune, à savoir la même que le projet de l'Office fédéral, moins 90 hectares à rogner des 300km² du périmètre Unesco. Ceux-ci se trouvent au fond de la gorge de la Massa, à la hauteur du barrage de Gebidem qui retient les eaux du glacier. La solution proposée par la commune consistait à reculer la limite Unesco du mur du barrage au fond du lac, quelques centaines de mètres plus loin. **Les citoyens de Ried-Mörel ont refusé** à 123 contre 46 la proposition officielle de l'OFEFP qui mettait la limite de la frontière pour le domaine de l'Unesco dans la région Riederhorn/Gebidemstausee/Belalp et ont accepté par 114 voix contre 59 la proposition communale. Les habitants de Ried-Mörel ont ainsi accepté le projet de mettre la région du glacier d'Aletsch dans le patrimoine mondial de l'Unesco, mais ils se sont laissés la porte ouverte au développement touristique futur. Celui-ci consistait à une éventuelle liaison téléphérique entre Riederalp et Belalp, la station de Naters située de l'autre côté du glacier d'Aletsch.³

VERWALTUNGSAKT
DATUM: 28.06.2000
PHILIPPE BERCLAZ

Face au refus de Ried-Mörel, le Conseil d'Etat valaisan a trouvé une solution; sa proposition était d'ôter les 90 hectares incriminés du périmètre Unesco et d'ajouter, en complément, 113km² en provenance de la région du Bietschhorn et des vallées de Gredetsch, de Baltschieder et de Bietsch. Avec les 70km² du côté bernois, le **nouveau périmètre mesurerait 471 km² au total**. Par cette extension, le nombre de communes sur les versants valaisans et bernois passerait à 13. Interrogées, celles-ci ont toutes donné leur assentiment. Le gouvernement valaisan a également fait savoir que le lac artificiel de Gebidum constituait déjà un paysage hypothéqué, dont l'exclusion du périmètre de l'Unesco ne poserait pas de problème en soi. Et à ce propos, le Conseil d'Etat ne présentera pas de modification du périmètre de l'Inventaire fédéral des paysages et monuments naturels d'importance nationale (IFP). Celui-ci sous-tendait la

première demande pour l'établissement du périmètre Unesco. Il a encore précisé qu'une liaison de transport par câble entre Riederalp et Belalp n'était pas pensable, en raison du classement du site dans l'IFP. En revanche, la faisabilité par une liaison souterraine était envisageable. Le Conseil fédéral a pris connaissance du remaniement du projet par le Conseil d'Etat valaisan et l'a considéré vu l'accord des communes bernoises et valaisannes comme le dossier définitif de présentation. Il a ensuite mandaté le DETEC pour annoncer pour juin, date d'échéance, **la candidature de la région Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn au Patrimoine mondial de l'Unesco**. L'étude du dossier par l'Unesco prendra une année. Il sera en concurrence avec la région du Gran Paradiso dans la vallée d'Aoste (I) et le territoire du Mont Blanc en France. Si la candidature suisse aboutit, la région du glacier d'Aletsch sera le premier bien naturel suisse inscrit au Patrimoine mondial de l'Unesco.⁴

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN
DATUM: 01.12.2000
PHILIPPE BERCLAZ

Bellinzona (TI) s'est à nouveau présenté avec ses trois châteaux (Castello Grande, Montebello et Sasso Corbaro) comme candidat à la liste pour le patrimoine mondial de l'Unesco. Le Castello Grande, restauré dans les années quatre-vingt, a posé problème et a engendré un débat entre stricts protecteurs de monuments et amateurs d'architecture moderne. En effet, la question était de savoir si une intervention avec des moyens d'architecture modernes permettait tout de même de classer le site comme historique. La visite de l'Unesco à Bellinzona a conclu que la solution tessinoise de conserver le monument public en l'intégrant dans la présence urbaine ne posait pas de problème à sa candidature. En décembre, l'Unesco a officiellement décidé à Cairns (Australie) d'**insérer les trois châteaux de Bellinzona sur la liste du patrimoine mondial**. La ville tessinoise devenait le quatrième site suisse à être inscrit comme site culturel d'importance mondiale; auparavant le monastère de St Gall, la vieille ville de Berne et le couvent de Mustair (GR) y avaient été admis.⁵

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN
DATUM: 03.03.2001
PHILIPPE BERCLAZ

L'intégralité du **Rhône genevois**, le **vallon d'Allondon**, ainsi que celui de la **Laire** ont été placés sous la protection de la Convention de Ramsar, une sorte d'équivalent pour les zones humides d'un classement par l'UNESCO. (La Convention de Ramsar est une convention relative aux zones humides d'importance internationale qui a été adoptée en 1971 dans la ville iranienne de Ramsar. Il s'agit du premier traité moderne de conservation de la nature. Cent-dix-huit pays en sont partie prenante et plus de 1000 zones humides sont placées sous sa protection, dont huit en Suisse.) A l'occasion du 30ème anniversaire de la convention, la Suisse, pays hôte, a vu doubler la surface du site genevois classifié, qui totalise maintenant 1929 hectares. Deux ordonnances concernent déjà le site. Il fait partie de l'IFP et de l'Ordonnance sur les réserves d'oiseaux d'eau et migrateurs (Oroem).⁶

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN
DATUM: 24.09.2001
PHILIPPE BERCLAZ

L'UNESCO a reconnu l'**Entlebuch** (LU) comme une réserve de biosphère. C'est la première région de Suisse qui accède à cette appellation, réservée aux régions riches en beautés naturelles et visant un développement durable. Trois critères, que l'Entlebuch a satisfait, ont été pris en considération pour l'obtention de cette reconnaissance : une zone centrale de réserve naturelle, une zone tampon de gestion écologique et une zone de développement durable des ressources. Cent vingt et un de ses 395 km² sont inscrits dans l'IFP. Presque un tiers de la région est un site protégé, qui compte des marais et une région karstique. Sur le reste du territoire, l'agriculture, l'économie et le tourisme se développent dans le respect de l'environnement.⁷

VERWALTUNGSAKT
DATUM: 24.10.2001
PHILIPPE BERCLAZ

Le Conseil fédéral a décidé en octobre de présenter la candidature d'un deuxième site à l'inscription au Patrimoine mondial de l'UNESCO. Il s'agit du **Monte San Giorgio** (1096 mètres) qui se dresse au bord du lac de Lugano. Le périmètre, proposé par le canton du Tessin pour le classement, reprend 80% du site inscrit dans l'IFP. Il englobe la totalité des formations fossilifères du Trias (datant de 230 à 240 millions d'années). Le site est fameux pour ces milliers de squelettes de sauriens marins et de poissons, dont certains très rares, qui y ont été découverts dès le XIXème siècle.⁸

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN

DATUM: 14.12.2001
PHILIPPE BERCLAZ

Le périmètre définitif du domaine protégé d'Aletsch a été fixé et accepté par les quinze communes bernoises et valaisannes. Il s'étend jusqu'au bout du Lötschental, sur la partie du Bietschhorn qui rejoint la plaine valaisanne à Niedergesteln. A l'est, il va jusqu'à Fieschertal, en passant par les stations du plateau d'Aletsch et Naters. Au nord, il englobe le secteur de la Jungfrau jusqu'à Grindelwald et Lauterbrunnen du côté bernois. L'immense région protégée couvre 540 km². Le nom complet du nouveau territoire est "**Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn**". Les treize communes valaisannes et les deux bernoises ont signé en septembre la Charte du développement durable pour le secteur d'Aletsch, de la Jungfrau et du Bietschhorn. Elles s'engagent à le promouvoir dans la région. Cette ratification était obligatoire pour pouvoir être inscrit à l'Héritage mondial de l'UNESCO. En décembre, l'UNESCO a décidé à Helsinki d'ajouter la région Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn à la liste du Patrimoine mondial. C'est le premier site naturel suisse et de tout l'arc alpin à y être inscrit. L'ensemble de la région figure dans l'inventaire fédéral des paysages, sites et monuments naturels d'importance nationale (IFP). Avec cette acceptation, la deuxième phase du projet sera pour les communes de créer un réseau qui prend en compte et coordonne les potentialités de chacune d'entre elles. Les aspects du développement durable et la mise au point de structures qui leur sont relatives, mais aussi les questions financières doivent en outre être développées.⁹

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN

DATUM: 03.07.2003
PHILIPPE BERCLAZ

Le Monte San Giorgio (TI) a été inscrit dans la Liste du patrimoine mondial de l'Unesco. Le site de 849 hectares s'étend sur les communes de Meride, Riva San Vitale et Bruzino Arsizio. Il est entouré d'une zone tampon de 1400 hectares. Tout ce périmètre est depuis 1977 une zone cantonale protégée inscrite à l'Inventaire des paysages, sites et monuments naturels d'importance nationale. La **valeur universelle du Monte San Giorgio** est due à ses couches fossilifères vieilles de 230 à 245 millions d'années et issues de l'ère géologique du Trias moyen. Comme les couches fossilifères du Monte San Giorgio s'étendent jusqu'en Italie, des démarches ont été entreprises pour élargir ce site et en faire un objet transfrontalier du patrimoine mondial.¹⁰

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN

DATUM: 11.10.2003
PHILIPPE BERCLAZ

La Suisse a retrouvé sa place à la direction de l'Unesco, après six années d'interruption. Elle siégera au conseil durant la période 2003-2007.¹¹

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN

DATUM: 05.11.2003
PHILIPPE BERCLAZ

Le Conseil fédéral a demandé que **le chevauchement principal de Glaris soit inscrit sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO**. Situé entre la vallée du Rhin antérieur et le Kerenzerberg, qui borde le lac de Walenstadt (Glaris, St-Gall et les Grisons), le site doit à la tectonique des plaques son importance exceptionnelle : sur une grande distance, des roches anciennes recouvrent des roches plus jeunes. Cette particularité géologique a fourni dès le XIXe siècle des informations fondamentales sur la constitution des Alpes.¹²

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN

DATUM: 11.12.2004
PHILIPPE BERCLAZ

Croulant sous les requêtes, l'UNESCO a demandé aux Etats membres de lui fournir une liste indicative des candidatures au Patrimoine mondial. La Conseil fédéral a mis en place un concours et **cinq candidats** ont été retenus **pour l'inscription** : l'horlogerie et la forme urbaine de La Chaux-de-Fonds/Le Locle, l'œuvre du Corbusier, les sites préhistoriques lacustres et les Chemins de fer rhétiques avec le paysage culturel de l'Albula-Bernina (GR) et le vignoble de Lavaux (VD). Le parlement a accepté durant l'année sous revue une motion Zisyadis (pdt, VD) qui demandait au Conseil fédéral de prendre les mesures nécessaires pour inscrire les vignobles en terrasses de Lavaux au patrimoine de l'UNESCO (Mo. 04.3044).

Les cinq nominés devront constituer un dossier avec l'Office fédéral de la culture et postuler ensuite au label UNESCO. La Suisse, tout comme les autres pays, ne pourra présenter à l'UNESCO qu'un dossier par année. La prochaine liste ne devrait pas intervenir avant six à sept ans.¹³

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN

DATUM: 03.02.2005
PHILIPPE BERCLAZ

Trois zones humides d'importance internationale ont été ajoutées le 2 février à la **liste de la convention Ramsar**. Il s'agit de la zone alluviale au pied du glacier du Rhône à Oberwald (VS), de l'intégralité de la marge proglaciaire des glaciers du Tschierva et du Rosegg (GR) et du marécage du Laubersmad-Salwidli (LU).¹⁴

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN

DATUM: 02.03.2005
PHILIPPE BERCLAZ

Suite à un souhait de l'UNESCO et d'intensives négociations avec les communes impliquées, l'organisation intercantonale du site **Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn** (JAB) a pu **agrandir le périmètre** protégé de 540 à 822 km². Il recouvre désormais 26 communes de l'Oberland bernois et du Haut Valais. Les promoteurs du JAB ont également répondu en mars 2005 à une autre exigence de l'UNESCO en élaborant un nouveau plan de management du site. Ce dernier entend réaliser 21 projets qui s'inscrivent dans le développement durable, tout en exploitant le potentiel économique et touristique. Malgré les réclamations d'une dizaine d'organisations écologiques, le document ne contient aucune mesure de protection de l'environnement supplémentaire.¹⁵

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN

DATUM: 29.06.2005
PHILIPPE BERCLAZ

Après examen du site, les experts de l'Union mondiale pour la nature ont estimé que le **chevauchement principal de Glaris** ne devait pas figurer sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO. Ils ne lui ont pas reconnu de « valeur universelle ». Face à cette appréciation négative, les promoteurs ont préféré **retirer leur projet**, afin d'éviter un rejet définitif lors du congrès de l'UNESCO à Johannesburg. Ils ont décidé de retravailler le dossier en mettant l'accent sur la dimension internationale du chevauchement de Glaris et sur son importance pour la recherche scientifique.¹⁶

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN

DATUM: 29.11.2005
PHILIPPE BERCLAZ

La Suisse a été élue pour quatre ans au sein du **comité international de l'UNESCO** pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé. Ce nouvel organe aura comme tâche de dresser une liste des biens culturels à placer sous protection renforcée.¹⁷

KANTONALE POLITIK

DATUM: 16.03.2006
MAGDALENA BERNATH

Der Regierungsrat von Uri gab bekannt, er beabsichtige, die **alte Gotthard-Eisenbahnlinie** ins Weltkulturerbe der UNESCO eintragen zu lassen. Eine Kandidatur sei allerdings frühestens 2010 möglich.¹⁸

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN

DATUM: 01.09.2006
MAGDALENA BERNATH

Bei der **Glarner Hauptverschiebung** im Grenzgebiet der Kantone St. Gallen, Glarus und Graubünden waren alte über jüngere Gesteine geschoben worden; das Phänomen ist als helle, scharfe Linie im Gestein über Kilometer sichtbar. Um die Chancen der Glarner Hauptverschiebung zu verbessern, Aufnahme ins UNESCO-Welterbe zu finden, präsentierte die Interessengemeinschaft eine neue, geologische Studie, welche alle wichtigen Überschiebungen der Erde nach verschiedenen Kriterien (landschaftlicher Wert, geomorphologischer Ausdruck, Bedeutung für die Wissenschaft) bewertet und den einzigartigen Wert der Gesteinsformation belegt. Eine Aufnahme ins UNESCO-Welterbe würde die 19 beteiligten Gemeinden, die drei Kantone und den Bund verpflichten, das Gebiet langfristig zu schützen.¹⁹

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN

DATUM: 05.09.2006
MAGDALENA BERNATH

Die Rhätischen Bahnen und der Kanton Graubünden deponierten in Bern die Kandidatur der **Eisenbahnlinie Albula-Bernina** als UNESCO-Weltkulturerbe. Die spektakuläre Schmalspurstrecke verbindet Thusis (GR) mit dem italienischen Tirano.²⁰

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN

DATUM: 29.06.2007
ANDREA MOSIMANN

Das Weinbaugebiet **Lavaux** am Genfersee (VD) wurde in das Weltkulturerbe der Unesco aufgenommen. Die 898 ha grosse Fläche besteht aus teilweise sehr steilen Weinbergen. Zistensermönche begannen bereits im 12. Jahrhundert die Hänge für den Weinbau zu terrassieren, seither wurde das Gebiet nach und nach zu einer wunderschönen Kulturlandschaft geformt. Die Unesco hiess gleichzeitig auch die Ausweitung des 2001 aufgenommenen Gebiets **Aletsch-Jungfrau-Bietschhorn** (BE, VS) um mehr als 50%, auf 539 Quadratkilometer gut.²¹

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN

DATUM: 05.09.2007
ANDREA MOSIMANN

Im September besuchten zwei Experten die **Glarner Hauptüberschiebung**, um die Kandidatur für das Unesco-Welterbe vor Ort zu beurteilen. Im Zentrum der Beurteilung dieses geologischen Phänomens im Grenzgebiet der Kantone St. Gallen, Glarus und Graubünden stehen die weltweite Einzigartigkeit sowie der Managementplan. Die Prüfung dauert bis im Frühjahr 2008 und die Glarner Hauptüberschiebung kann daher frühestens im Sommer 2008 in das Unesco-Welterbe aufgenommen werden.²²

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN

DATUM: 18.12.2007
ANDREA MOSIMANN

Im Berichtsjahr wurde zudem die **Kandidatur von La Chaux-de-Fonds und Le Locle** (NE) für eine Aufnahme ins Weltkulturerbe der Unesco eingereicht. Gleichzeitig kündigte das Bundesamt für Kultur an, die Schweiz plane, 2009 für einen Sitz im Welterbekomitee zu kandidieren. Gegenwärtig verfügt sie lediglich über einen Beobachterstatus. Falls sie gewählt würde, könnte sie an den Welterbeversammlungen der Jahre 2010 bis 2014 als Komiteemitglied teilnehmen.²³

INTERKANTONALE ZUSAMMENARBEIT

DATUM: 17.06.2008
NICOLAS FREYMOND

Afin de préserver le patrimoine de la **région du Gothard** face aux divers projets de développement à l'étude ou en cours d'examen par les autorités, la Fondation suisse pour le paysage a émis l'idée de présenter à l'UNESCO une **demande de reconnaissance de biosphère** pour le Gothard. Les gouvernements des quatre cantons concernés (GR, TI, UR et VS) se sont dits ouverts à cette proposition, tout en faisant part de leur scepticisme. En effet, ils ont estimé que les restrictions d'exploitation qui résulteraient d'une telle reconnaissance seraient préjudiciables au développement de la région et au bien-être des populations concernées.²⁴

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN

DATUM: 09.07.2008
NICOLAS FREYMOND

L'UNESCO a décidé d'inscrire le **chevauchement principal de Glaris** (à cheval sur les cantons de Glaris, de Saint-Gall et des Grisons) et les **chemins de fer rhétiques** de l'Albula et de la Bernina (GR) sur la liste du Patrimoine mondial. Cette reconnaissance internationale a ainsi mis un terme heureux à des procédures entamées en 2005 et 2004 respectivement.²⁵

ANDERES

DATUM: 30.06.2009
NICOLAS FREYMOND

L'UNESCO a décidé d'inscrire les **villes de la Chaux-de-Fonds et du Locle (NE)** sur la liste du Patrimoine mondial pour la valeur culturelle de l'urbanisme horloger des deux villes. Il s'agit du dixième site suisse à obtenir cette reconnaissance internationale. Le comité du Patrimoine mondial a par contre refusé d'y inscrire l'œuvre de Le Corbusier, projet transnational proposant de regrouper une trentaine d'œuvres de l'architecte, disséminées en Allemagne, Argentine, Belgique, France, Japon et Suisse, en une seule entrée sur la liste de l'UNESCO. L'Office fédéral de la culture a communiqué qu'il étudiait l'opportunité de réviser ce dossier. Il a par ailleurs annoncé le renoncement à présenter une demande de reconnaissance de biosphère pour la région du Gothard, telle que proposée l'année précédente par la Fondation suisse pour le paysage.²⁶

VERWALTUNGSAKT

DATUM: 13.10.2009
NICOLAS FREYMOND

À l'automne, l'OFEV a publié un projet de convention-programme avec le canton du Tessin pour la gestion du site inscrit sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO **Monte San Giorgio**. La convention prévoit une contribution de la Confédération à hauteur de 525 000 francs sur la période du 1er janvier 2009 au 31 décembre 2011 afin de soutenir la réalisation par les autorités tessinoises d'objectifs tels que la protection et la mise en valeur du site, ainsi que la sensibilisation et l'éducation environnementales.²⁷

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN

DATUM: 28.10.2009
NICOLAS FREYMOND

Depuis la fin du mois d'octobre, **la Suisse est à nouveau représentée au sein du comité du Patrimoine mondial de l'UNESCO**, auquel elle avait précédemment participé de 1978 à 1985.²⁸

INTERKANTONALE ZUSAMMENARBEIT
DATUM: 13.11.2009
NICOLAS FREYMOND

La Confédération et les cantons de Glaris, des Grisons et de Saint-Gall ont conclu un accord de financement concernant le **chevauchement principal de Glaris**, site inscrit sur la liste du Patrimoine mondial de l'UNESCO l'année précédente pour sa valeur géologique. La Confédération s'est engagée à contribuer à la valorisation du site pour un montant de 818 000 francs d'ici 2011, les trois cantons y participant à raison de 30 000 francs chacun.²⁹

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN
DATUM: 26.01.2010
NICOLAS FREYMOND

La Suisse, l'Allemagne, l'Autriche, la France, l'Italie et la Slovénie ont signé l'acte de candidature du projet de protection des **« sites palafittiques préhistoriques autour des Alpes »** au Patrimoine mondial de l'UNESCO. Ce projet regroupe 156 sites lacustres néolithiques, dont 82 en Suisse, afin de les protéger face aux risques liés à la construction et à la navigation et de mettre en valeur leurs vestiges, pour l'essentiel subaquatiques. L'Office fédéral de la culture a par ailleurs précisé qu'il n'y aurait pas d'autre candidature suisse ces prochaines années, le pays ayant déjà obtenu la reconnaissance de dix sites naturels et culturels.³⁰

Bildung, Kultur und Medien

Bildung und Forschung

Grundschulen

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN
DATUM: 17.01.2000
ELISABETH EHRENSPERGER

Im von der Kultur-, Wissenschafts- und Bildungsorganisation UNESCO ausgerufenen „Internationalen Jahr für die Kultur des Friedens“ startete die Stiftung für Bildung und Entwicklung gemeinsam mit Hilfswerken, der Direktion für Entwicklung und Zusammenarbeit DEZA, dem UNHCR und anderen Entwicklungsorganisationen das **„Schulprojekt Frieden“**. Unter dem Motto „Peace – kein Slogan nur für Blumenkinder“ sollte die Friedensförderung zum Thema gemacht und mit verschiedenen Aktionen in die Schulen getragen werden. Angesichts der drängenden Problematik Gewalt auf dem Pausenplatz zählte die Stiftung den Umgang mit Gewalt innerhalb der Familie und den Kameraden zu einer der wichtigsten Erziehungsaufgaben.³¹

Kultur, Sprache, Kirchen

Kultur, Sprache, Kirchen

BERICHT
DATUM: 31.12.2019
MELIKE GÖKCE

Jahresrückblick 2019: Kultur, Sprache, Kirchen

2019 war hinsichtlich der Kultur-, Sprach- und Kirchenpolitik vergleichsweise ein eher moderater Jahrgang, sowohl im Vergleich zu anderen Politikbereichen, als auch im direkten Vergleich zu den Vorjahren. Eine APS-Zeitungsanalyse zeigt auf, dass alle drei Politikbereiche von einem rückläufigen Trend betroffen sind, wobei sich dieser besonders in der Medienberichterstattung zur Kirchen- und Religionspolitik am stärksten zeigt – hier hat sich der Anteil themenspezifischer Artikel seit 2016 nahezu halbiert. Im Jahresverlauf wurden über die drei Themenbereiche betrachtet unterschiedliche Entwicklungen ersichtlich: Während die Sprachthemen auf nationaler Ebene offensichtlich im Allgemeinen wenig Beachtung fanden, wurden kirchenpolitische Themen besonders Anfangs und Ende Jahr stark diskutiert und fielen dann dem obligaten «Sommerloch» zum Opfer. Die Kulturpolitik hingegen sah sich mit einem regelrechten «Sommerhoch» konfrontiert, nachdem es ab März 2019 eher ruhig geworden war.

Das Hauptaugenmerk der Parlamentarierinnen und Parlamentarier lag 2019 hinsichtlich der kulturpolitischen Entwicklungen mit Sicherheit auf der **Revision des Schweizer Urheberrechts**. Nach rund 7-jähriger Vorarbeit und einer vom Ständerat im Frühjahr 2019 zwecks Sondierung der Lage des europäischen Urheberrechts auferlegten Rückweisung, wurden im Sommer schliesslich die Weichen gestellt und das Gesamtpaket im Herbst gebündelt. Da die angestrebte Revision Einfluss auf verschiedene Bereiche hat, blieben die negativen Reaktionen indes nicht aus; deshalb ist es auch wenig erstaunlich, dass kurz nach der Schlussabstimmung bereits das Referendum ergriffen wurde. Ob die URG-Revision effektiv gelungen ist, wird sich Mitte Januar 2020 zeigen, wenn die Referendumsfrist abgelaufen ist.

Die **Ratifizierungen internationaler Abkommen** wie des Übereinkommens über den Schutz des Unterwasser-Kulturerbes und des Rahmenübereinkommens des Europarats

über den Wert des Kulturerbes standen hingegen ausser Diskussion.

Ein anderer Fokus wurde im Kulturjahr 2019 wiederum auf die **Kulturförderung** gelegt. Im Frühjahr wurde die Kulturbotschaft 2021–2024 in die Vernehmlassung geschickt und bis im September zur Stellungnahme freigegeben. Der Ergebnisbericht lag Ende Jahr zwar noch nicht vor, jedoch geben die im Verlauf des Jahres gefällten Entscheide zu diversen Vorstössen mit Referenz auf die Kulturbotschaft (Kulturabteilung an die Stadt Bern, Einführung eines schweizerischen Jugendkulturgutscheins, Auswirkungen der Urbanisierung auf die Kulturförderung, Aufgabenteilung zwischen SBFI und BAK, Erhöhung des Kredits für die Förderung des Sprachaustausches) einen ersten Hinweis auf mögliche Herausforderungen hinsichtlich der weiteren Beratungen.

Auch im Bereich **Heimatschutz und Denkmalpflege** blieben die Institutionen nicht untätig. So wurde eine Motion Regazzi (cvp, TI; Mo. 17.4308), die eine Anpassung der Bewertungskriterien für die ISOS-Aufnahme verlangte, stillschweigend angenommen und die Vernehmlassungsergebnisse zur Totalrevision des VISOS vielen mehrheitlich positiv aus, was auf ein Inkrafttreten der revidierten Verordnung auf den 1. Januar 2020 hindeutete.

In der **ausserparlamentarischen Debatte** fand das Fête de Vignerons, das drei Jahre nach seiner Aufnahme ins UNESCO Weltkulturerbe und 20 Jahre nach der letzten Austragung neuerlich in Vevey (VD) stattfand, grosse Beachtung – leider aufgrund der finanziellen Bruchlandung nicht nur positive. Ein wiederkehrendes Thema war 2019 auch die Raubkunst, wobei der Fokus in diesem Jahr auf den afrikanischen Kontinent und die im Kontext der Kolonialisierung erbeuteten Schätze gerichtet wurde. Auch das Volk der **Fahrenden** war 2019 insbesondere in den Kantonen ein Thema, da sich die Frage der Durchgangsplätze nicht nur im Kanton Bern aufgetan hatte.

Im Bereich der Sprachpolitik standen in diesem Jahr die **Mehrsprachigkeit** und damit zusammenhängend die **Förderung des Austausches zwischen den Sprachgemeinschaften** sowie der **Erhalt des Rätoromanischen** im Fokus. So forderte eine Motion Bourgeois (fdp, FR; Mo. 17.3654), dass öffentliche Ausschreibungen des Bundes künftig in den wichtigsten Landessprachen zu erfolgen hätten, und eine Motion Gmür-Schönenberger (cvp, LU; Mo. 18.4156), dass TV-Produktionen nicht mehr synchronisiert, sondern sowohl Eigenproduktionen in den Landessprachen, als auch englischsprachige Produktionen in der Originalsprache ausgestrahlt und lediglich noch untertitelt werden sollen.

Mit dem Begehen der 100-Jahr-Feier der Lia Rumantscha wurden indes Bestrebungen aufgezeigt, das Rätoromanische wieder mehr aufs Parkett zu bringen und insbesondere auch einem Publikum ausserhalb des Bergkantons ins Gedächtnis zu rufen. Nicht zuletzt seit einem im Frühjahr erschienenen Bericht des ZDA war deutlich geworden, dass es für das Rätoromanische in der Schweiz fünf vor zwölf geschlagen hat.

In Bezug auf kirchen- und religionspolitische Themen stand in diesem Jahr die **SVP** mit ihren **islamkritischen Parolen** auf prominentem Parkett. Mit ihrem Vorstoss zur Bekämpfung der Ausbreitung eines radikalen Islams war sie im Parlament zwar gescheitert, generierte aber mit den daraus resultierenden Wahlplakaten des der SVP nahestehenden Egerkinger-Komitees im Vorfeld der eidgenössischen Wahlen 2019 ein grosses Medienecho. Auch die Motion Wobmann (svp, SO; Mo. 17.3583), die ein Verbot der Verteilaktion «Lies!» zum Ziel hatte, scheiterte – nach einer rund 1.5-jährigen Sistierung – am Ständerat. Wie eine bereits im Sommer veröffentlichte Studie aufzeigte, nahm die SVP auch in den Kantonen eine dominante Rolle in der Religionsdebatte ein. So war es nur wenig erstaunlich, dass die Anfangs Jahr neuerlich aufkommende Frage, ob man als guter Christ noch die SVP wählen dürfe, wieder zu diskutieren gab; nicht zuletzt, weil damit auch verschiedene **Kirchenaustritte** – nebst den ohnehin zunehmenden Kirchenaustritten – von SVP-Politikerinnen und -Politikern einhergingen, welche sich lieber dem **Churer Bischof Huonder** zuwenden wollten. Dieser seinerseits wurde schliesslich nach zweijährigem Aufschub zu Pfingsten Abberufen, nutzte die Zeit bis dahin aber für einen Rundumschlag gegen die Landeskirchen und stellte sich noch immer quer zu den Missbrauchsvorwürfen in der Kirche.

Wie sich die **Kirche zum Staat verhalten** soll und in welchem Masse sich Theologen in die politische Debatte einbringen dürfen, wurde seit Anfang Jahr im Rahmen eines von Gerhard Pfister (cvp, ZG) neu gegründeten Think-Tanks «Kirche/Politik» erläutert.

Eine für viele eher überraschende Kunde kam im Herbst von Seiten der **reformierten Kirchen**: Diese hatten sich nach langen Diskussionen für die **«Ehe für alle»** ausgesprochen, wobei sie im Wissen um die konservativen Kräfte innerhalb der Glaubensgemeinschaft die Gewissensfreiheit der Pfarrpersonen gewährleisten wollten. Unerfreulich waren 2019 die Meldungen über die Rückkehr und rasche Zunahme des **Antisemitismus in der Schweiz**.

Die 2019 im Vorfeld des angekündigten Frauenstreiks virulent diskutierte **Genderthematik** fand ihren Einzug auch **im Bereich der Kultur, Sprache und Kirche**. So wurden Frauen, und spezifisch ihr Schaffen und ihre Stellung in der Kunst und Kultur, wesentlich stärker thematisiert als in den vergangenen Jahren. Auch die Diskussion um gendergerechte Sprache wurde in diesem Jahr wieder virulenter aufgegriffen. Besonders überraschend kam auch die Ankündigung der Kirchenfrauen, sich am diesjährigen Frauenstreik zu beteiligen, um ein Zeichen gegen die männliche Dominanz innerhalb der Institution zu setzen.³²

Kulturpolitik

MOTION
DATUM: 14.12.1990
MARIANNE BENTELI

Eine Motion Portmann (cvp, GR), mit welcher der Bundesrat aufgefordert wird, dem Parlament gestützt auf das Unesco-Übereinkommen zum Schutz des Kultur- und Naturgutes der Welt eine Botschaft mit dem Antrag zu unterbreiten, der Stiftung für die als Weltkulturgut eingestufte **Klosteranlage St. Johann in Müstair (GR)** einen Sonderbeitrag von 7 Mio Fr. zu gewähren, wurde vom Nationalrat als Postulat überwiesen. Ständerat Cottier (cvp, FR) reichte ein Postulat ein, welches den Bundesrat ersucht zu prüfen, mit welchen Massnahmen der Bund zum Schutz der Kulturgüter vor einer Gefährdung durch die rasche Zunahme des Schadstoffgehalts in der Atmosphäre beitragen kann.³³

BERICHT
DATUM: 25.03.1992
MARIANNE BENTELI

Die Schweiz möchte den Vorwurf, eine "Kunstwaschanlage" zu sein, nicht länger auf sich sitzen lassen. Aufgrund einer sehr permissiven Gesetzgebung ist unser Land in den letzten Jahren zu einem privilegierten **Umschlagplatz für illegal aus den Ursprungsländern ausgeführte Kunstgegenstände** geworden. Eine vom BAK eingesetzte Arbeitsgruppe regte in ihrem Schlussbericht über den Handel mit einheimischen und ausländischen Kulturgütern an, die Eidgenossenschaft solle baldmöglichst der UNESCO-Konvention von 1970 über "Massnahmen zum Verbot und zur Verhinderung der unerlaubten Einfuhr, Ausfuhr und Eigentumsübertragung von Kulturgut" beitreten, da damit der Bund relativ rasch Import- und Exportbeschränkungen sowie Bestimmungen über die Rückführung gestohlener Kulturgüter erlassen könne. Bundesrat Cotti kündigte an, die in der Legislaturplanung vorgesehene Sondervorlage werde zügig vorangetrieben.³⁴

POSTULAT
DATUM: 18.03.1993
MARIANNE BENTELI

Das Parlament hatte in den ersten Monaten des Jahres noch einmal signalisiert, dass es die **Ratifizierung dieses Unesco-Abkommens als dringlich erachtet**. Im Anschluss an die Beratungen über den Kulturförderungsartikel verabschiedeten beide Kammern praktisch diskussionslos ein Postulat ihrer jeweiligen Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur, welches den Bundesrat auffordert, umgehend die Konvention zu unterzeichnen und die rechtlichen Bestimmungen zu erlassen, um den Verlust von nationalem Kulturgut zu verhindern sowie ausländische Staaten bei der Wahrung ihres kulturellen Erbes zu unterstützen.³⁵

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 18.08.1993
MARIANNE BENTELI

Einen bedeutenden Kulturgüterverlust erlitt die Schweiz in der Nacht auf den 18. August, als in Luzern die **über 600 Jahre alte Kapellbrücke** – die älteste teilweise noch erhaltene Holzbrücke Europas – in Flammen aufging. Mehr als die Hälfte des Bauwerkes und über zwei Drittel der im Dachstock der Brücke angebrachten äusserst wertvollen originalen Bildtafeln wurden vom Feuer zerstört. Noch gleichentags beschloss der Luzerner Stadtrat, die Brücke originalgetreu wiederherzustellen, und der Bundesrat sicherte umgehend seine finanzielle Hilfe beim Wiederaufbau zu.³⁶

MOTION
DATUM: 06.12.1993
MARIANNE BENTELI

Der Nationalrat nahm zudem gegen den Willen des Bundesrates, welcher Umwandlung in ein Postulat beantragt hatte, eine Motion Grossenbacher (cvp, SO) an, welche den Bundesrat verpflichtet, **möglichst schnell gesetzliche Bestimmungen zu schaffen, die einer weiteren Entwicklung des illegalen Kunst- und Kulturobjekthandels in der Schweiz entgegenwirken**, sofort die Ratifizierung der genannten Unesco-Konvention an die Hand zu nehmen sowie kantonale Aufklärungskampagnen über die Bedeutung des kantonalen Kulturgüterschutzes anzuregen und zu fördern. In der Wintersession überwies auch der Ständerat die beiden ersten Punkte des Vorstosses in der verbindlichen Form, die Forderung nach kantonalen Aufklärungskampagnen hingegen

nur als Postulat.³⁷

BUNDESRATSGESCHÄFT
DATUM: 30.12.1993
MARIANNE BENTELI

Seit dem Zweiten Weltkrieg hat der **internationale Verkehr mit Kulturgütern** aller Art markant an Bedeutung zugenommen. Wegen der Liberalität ihrer diesbezüglichen Bestimmungen (freie Ein- und Ausfuhr, vorteilhafte Steuer- und Zollregelungen, Freiheit des Auktionariats, günstige Regeln zum Eigentumserwerb) entwickelte sich die Schweiz zu einer wichtigen Drehscheibe des internationalen Kunsthandels, wurde aber immer häufiger auch zur Abwicklung dubioser Transaktionen und für oftmals spektakuläre illegale Geschäfte missbraucht, was ihr den nicht gerade schmeichelhaften Ruf einer "Kunstwaschanlage" eintrug. Da die USA und vor allem die EG dem Kulturgüterschutz inskünftig mehr Nachachtung verschaffen wollen, erachtete es der Bundesrat, welcher sich in dieser Frage bis vor kurzem eher zögerlich gezeigt hatte, nun doch als notwendig, das Rechtsinstrumentarium so zu ergänzen, dass die Schweiz im internationalen Schutz- und Zusammenarbeitsnetz keine Lücke mehr darstellt. Im Spätsommer gab er eine entsprechende **Vorlage in die Vernehmlassung**. Er schlug die Ratifikation der Unesco-Konvention von 1970 über Massnahmen zur Verhinderung der unerlaubten Einfuhr, Ausfuhr und Eigentumsübertragung von Kulturgütern sowie eine Ergänzung des Natur- und Heimatschutzartikels (Art. 24sexies) in der Verfassung vor. Damit soll die Regelung der Ein- und Ausfuhr sowie die Rückgabe von unrechtmässig in die Schweiz gelangten Kulturgütern zur Bundessache werden.

In seinen Vorstellungen zur gesetzlichen Umsetzung der Unesco-Konvention bekannte sich der Bundesrat zum freien Austausch und Handel mit Kulturgütern, da die Missbrauchsbekämpfung das Sammeln und Handeln weder reglementieren noch erschweren oder einschränken dürfe. Sollte die Abwanderung schweizerischen Kulturgutes ein bedrohliches Ausmass annehmen, wofür es vorderhand keine Anzeichen gebe, würden die Behörden die Einführung einer Deklarationspflicht erwägen. Der Bundesrat bezeichnete die Möglichkeit zur Rückgabe von illegal erworbenen bzw. ohne Bewilligung aus den Herkunftsländern ausgeführten Kulturgütern als den zentralen Punkt der Vorlage. Er gab sich überzeugt, dass ein Rückgabeanspruch, der vor schweizerischen Gerichten einklagbar und durch diese überprüfbar wäre, einen Grossteil der Probleme mit den zweifelhaften Transaktionen lösen könnte. Von diesem Instrument verspricht er sich mehr als von Vorkehrungen im Bereich der Ein- und Ausfuhr, die er als heikel und schwer durchführbar beurteilt.³⁸

VERBANDSCHRONIK
DATUM: 30.12.1994
MARIANNE BENTELI

Anlässlich der Exekutivratssitzung der **UNESCO** im Frühjahr wurde die Schweiz wieder in den Exekutivrat dieser Organisation gewählt. Als Delegationschefin nahm alt-Nationalrätin Doris Morf (sp, ZH) Einsitz in diesem Gremium.³⁹

BUNDESRATSGESCHÄFT
DATUM: 11.12.1997
MARIANNE BENTELI

Ende Jahr deponierte der Bundesrat das **Gesuch um eine Aufnahme von Bellinzona in die Unesco-Liste des Weltkulturerbes**. Grund der Bewerbung ist laut der offiziellen Kandidaturrechtfertigung die historische und kulturelle Bedeutung der gut erhaltenen Wehranlagen. Die Unesco-Liste umfasst weltweit 506 Denkmäler in 108 Staaten. Drei davon befinden sich in der Schweiz: Es sind dies die Berner Altstadt, der Klosterbezirk in St. Gallen und das Benediktinerinnenkloster St. Johann in Müstair.⁴⁰

BUNDESRATSGESCHÄFT
DATUM: 18.12.1998
MARIANNE BENTELI

Der Bundesrat will den **Kunsthandsplatz Schweiz** enger ins internationale Recht einbinden. Er beauftragte Ende August das EDI, eine Botschaft zum **Unesco-Abkommen** von 1970 zum Schutz von Kulturgütern auszuarbeiten. Die Umsetzung ins schweizerische Recht soll in der Botschaft konkretisiert werden. Einen Entscheid über die Ratifikation der Unidroit-Konvention von 1995 betrachtete die Landesregierung hingegen als verfrüht. Die Schweiz belegt weltweit nach den USA, England und Frankreich den vierten Platz im internationalen Kunsthandel. Wie eine interdepartementale Arbeitsgruppe feststellte, entwickelte sie sich in der Nachkriegszeit aber nicht nur zu einer wichtigen Drehscheibe für den legalen Markt, sondern auch für den Handel mit gestohlenen oder illegal ausgeführten Kulturgütern, weshalb die Arbeitsgruppe die Ratifikation beider Konventionen vorschlug, welchen nach ihrer Ansicht weder verfassungs- noch privatrechtliche Schranken entgegenstehen. Gegen Unidroit hatte in den letzten Jahren aber vor allem der Widerstand der Kunsthändler und – vereinzelt – der Museen mobil gemacht.⁴¹

MOTION

DATUM: 15.12.2004
MARIANNE BENTELI

Im Einvernehmen mit dem Bundesrat **stimmten beide Kammern einer Motion** Zisyadis (pda, VD) zu, welche die Regierung auffordert, jene Massnahmen zu ergreifen, die notwendig sind, damit die Weinberge des Lavaux (VD) in die Unesco-Liste des Natur- und Kulturerbes der Welt aufgenommen werden können.⁴²

BUNDESRATSGESCHÄFT

DATUM: 22.12.2006
MARIANNE BENTELI

Ende Jahr eröffnete der Bundesrat das **Vernehmlassungsverfahren zur Ratifikation der UNESCO-Konvention** zur Bewahrung des immateriellen Kulturerbes. Die von der UNESCO-Generalkonferenz im Oktober 2003 verabschiedete Konvention bezweckt die Erhaltung, Förderung und Erforschung von traditionellen kulturellen Ausdruckformen wie Musik, Theater, Legenden, Tanz oder Handwerk und verpflichtet die Vertragsstaaten, die notwendigen Massnahmen zum Schutz ihres immateriellen Kulturerbes zu treffen sowie die Zusammenarbeit auf regionaler und internationaler Ebene zu fördern. Mit der Konvention werden die bestehenden internationalen Übereinkommen im Kulturbereich durch neue Bestimmungen zum immateriellen Kulturerbe bereichert und ergänzt.⁴³

BUNDESRATSGESCHÄFT

DATUM: 04.12.2007
MARIANNE BENTELI

Die Mitgliedstaaten der UNESCO hatten 2005 angesichts des immer rascher voranschreitenden Globalisierungsprozesses ein **Übereinkommen über den Schutz und die Förderung der Vielfalt kultureller Ausdrucksformen** verabschiedet. Die Konvention anerkennt die Besonderheit kultureller Aktivitäten, Güter und Dienstleistungen als Träger von Identitäten, Werten und Sinn eines Landes. Sie bestätigt auch das souveräne Recht der Staaten, Kulturpolitiken zu beschliessen und umzusetzen. Schliesslich erklärt sie den Schutz und die Förderung der kulturellen Ausdrucksformen zu einem Schwerpunkt der internationalen Zusammenarbeit. Dieses Übereinkommen unterbreitete der Bundesrat zusammen mit der **UNESCO-Konvention zur Bewahrung des immateriellen Kulturerbes** von 2003 im Berichtsjahr dem Parlament. Dieses zweite Übereinkommen verpflichtet die Vertragsstaaten, Massnahmen zum Schutz von traditionellen kulturellen Ausdrucksformen in ihrem Land zu ergreifen. Der Nationalrat stimmte beiden Abkommen praktisch diskussionslos zu. Einzig eine Mehrheit der SVP-Fraktion opponierte, da sie darin eine neue „völkerrechtliche Fessel“ sah, die zu einer Einschränkung der nationalen Souveränität führe.⁴⁴

ANDERES

DATUM: 25.06.2011
SUZANNE SCHÄR

Im Juni des Berichtsjahrs nahm die UNESCO 111 im Alpenbogen gelegene prähistorische **Seeufersiedlungen** in die Liste des **Weltkulturerbes** auf. Aus der Schweiz sind dies 56 primär an den Mittellandseen gelegene Fundstätten von sogenannten Pfahlbausiedlungen, die während der Stein- und Bronzezeit errichtet worden waren.⁴⁵

VERWALTUNGSAKT

DATUM: 07.10.2011
SUZANNE SCHÄR

2007 hatte die Schweiz die UNESCO-Konvention zur Bewahrung des immateriellen Kulturerbes von 2003 ratifiziert. Diese trat 2008 in Kraft. Auf deren Basis präsentierte das BAK im Mai des Berichtsjahrs ein **Verzeichnis mit 387 lebendigen Traditionen** (aus den Sparten Musik, Tanz, Theater, Brauchtum, Handwerk, Industrie und Wissen), das von den kantonalen Kulturverantwortlichen zusammengestellt worden war. Davon wählte das BAK **167** aus und liess sie durch die Kantone dokumentieren. Sie werden in ein **umfassendes nationales Inventar** aufgenommen, das voraussichtlich 2012 veröffentlicht werden wird. Die Erkenntnisse aus der Dokumentationsarbeit für die Liste fliessen in Projekte, welche die Kulturförderung im Rahmen des Schwerpunkts „Lebendige Traditionen“ gemäss Kulturbotschaft 2012–2015 zu unterstützen gedenkt.⁴⁶

BERICHT

DATUM: 23.09.2016
MELIKE GÖKCE

Ende September 2016 verabschiedete der Bundesrat den **zweiten Staatenbericht der Schweiz zur Umsetzung der UNESCO-Konvention über den Schutz und die Förderung der Vielfalt kultureller Ausdrucksformen**. Der Bericht beruht auf einer Konsultationsgrundlage von Kantonen, Städten und der Zivilgemeinschaft sowie einer vom BAK in Zusammenarbeit mit dem UNESCO-Lehrstuhl für Menschenrechte und Demokratie der Universität Freiburg durchgeführten öffentlichen Tagung und umfasst die Untersuchungsperiode von 2012–2016.

Der Bericht führte gelungene Beispiele in der Förderung sowie künftige Herausforderungen auf und fokussierte dabei auf die Digitalisierung, die Achtung von Grundrechten, die kulturelle Teilhabe von Frauen und Jugendlichen sowie Projekte der internationalen Zusammenarbeit und nachhaltigen Entwicklung. Beispielhaft wurden hierbei Projekte wie die Plattform «Helvetiarockt», mit der insbesondere Musikerinnen

unterstützt werden, oder die «Jugendkulturpauschale» des Kantons Basel-Stadt, die Projekte von Jugendlichen und jungen Erwachsenen bis 30 Jahre unterstützt, hervorgehoben. Im Weiteren wurden auch die Aktivitäten der Stiftung Hirondelle, die sich für die Medienfreiheit in Krisengebieten einsetzt, oder das «Kulturprozent» der DEZA, die 1 Prozent ihres Budgets für Kunst und Kultur einsetzt, präsentiert.⁴⁷

VERWALTUNGSAKT
DATUM: 10.07.2017
MELIKE GÖKCE

Zum ersten Mal seit 2012 wurde die «**Liste der lebendigen Traditionen in der Schweiz**», welche die Grundlage und Voraussetzung für die Nominierung als immaterielles Kulturerbe der UNESCO bildet, im Sommer 2017 **aktualisiert**. Die Liste wurde von 165 auf 199 Einträge erweitert, wobei der Schwerpunkt für die 34 neuen Einträge auf die lebendigen Traditionen in den Städten gelegt wurde. Die Inventarisierung erfolgte neuerlich durch die Zusammenarbeit von Bund und Kantonen mit fachlicher Unterstützung der Hochschule Luzern. Die rund 90 von den Kantonen eingereichten Vorschläge für die nationale Liste wurden von einer Steuergruppe – bestehend aus Bundes-, Kantons- und Städtevertretungen, der schweizerischen UNESCO-Kommission, Pro Helvetia sowie wissenschaftlichen Fachpersonen – diskutiert, bevor diese daraus eine Auswahl traf. Neu befinden sich in der Liste u.a. das Aareschwimmen in Bern, die Appenzeller Holzschnitzerei, die Badenfahrt, Sculptures et constructions en neige à La Chaux-de-Fonds oder die Zürcher Technokultur.⁴⁸

VERWALTUNGSAKT
DATUM: 07.11.2017
MELIKE GÖKCE

Im November 2017 hat die UNESCO zwei Schweizer Bewerbungen in ihr Register «**Memory of the World**» aufgenommen. Neu werden das sich im Stiftsarchiv und der Stiftsbibliothek befindende **schriftliche Erbe des Klosters St. Gallen** sowie die **Archivbestände des DOCIP in Genf** unter dem Weltdokumentenerbe geführt. Bis anhin waren drei Schweizer Bewerbungen in das Weltregister aufgenommen worden: die Sammlungsbestände Jean-Jacques Rousseaus in Genf und Neuenburg (seit 2011), der Nachlass zum Montreux Jazz Festival (seit 2013) und die Bibliotheca Bodmerina 1916–1971 (seit 2015).

«Memory of the World» ist ein Kommunikations- und Informationsprogramm der UNESCO, das als seine drei Hauptziele erstens den Erhalt des dokumentarischen Erbes, zweitens die Sicherstellung des universellen Zugangs zu ebendiesem und drittens die Förderung der Bewusstseinsbildung für die Bedeutung des Erbes und die Notwendigkeit seiner Bewahrung verfolgt. Das Programm wurde 1993 zur Förderung des Schutzes des dokumentarischen Erbes der Menschheit lanciert, um dieses vor der wachsenden Bedrohung durch Vernachlässigung und den Zahn der Zeit, aber auch durch mutwillige Zerstörung zu bewahren. Anstoss für das Programm war die 1992 während der Belagerung von Sarajevo im Bosnienkrieg erfolgte, vorsätzliche Zerstörung der Nationalbibliothek gewesen.⁴⁹

VERWALTUNGSAKT
DATUM: 07.12.2017
MELIKE GÖKCE

Anfang Dezember 2017 trug die UNESCO die **Basler Fasnacht**, als zweiten Schweizer Eintrag nach dem Winzerfest in Vevey, in die repräsentative Liste des **immateriellen Kulturerbes** ein. Bereits im März 2016 hatte das BAK in enger Zusammenarbeit mit dem Basler Fasnachts-Comité das Kandidaturdossier erarbeitet und eingereicht. Die Kandidatur wurde von der UNESCO als beispielhaft beurteilt, weil sie die Verwendung des Dialektes – spezifisch: des Basler Dialektes – zur Vermittlung und Sichtbarmachung des immateriellen Kulturerbes gerade im städtischen Raum besonders hervorhebe. Auch zeigte sie sich von den vorgeschlagenen Bewahrungsmassnahmen (musikalische Nachwuchsförderung und pädagogisches Material für die Schule) begeistert. Mit jährlich rund 20'000 Teilnehmenden und über 200'000 Besucherinnen und Besuchern ist die Basler Fasnacht ein bedeutendes kulturelles Ereignis für die Baslerinnen und Basler, das eine vielfältige und lebendige Tradition von Musik, mündlicher Ausdrucksform und Handwerk vereint und in vielen Bereichen des gesellschaftlichen, wirtschaftlichen und politischen Lebens präsent ist.

Der Entscheid der UNESCO stiess bei der weitläufigen Basler Fasnachtsgilde auf grosse Begeisterung, sorgte aber zugleich auch für gemischte Gefühle hinsichtlich der Bedeutung dieses Entscheides für die Zukunft des Grosseignisses. Einzelne Medien führten den konservierenden Charakter einer solchen Auszeichnung als den «Haken» an der Sache an, da der eigentliche Sinn einer Aufnahme darin bestehe, den Charakter der ausgezeichneten Tradition zu «bewahren», während die Basler Fasnacht aber ein «Spiegel ihrer Zeit» sei und sich auch entsprechend wandle und verändere. Andere Medien hingegen gingen der Frage nach, wie sich die Anforderung der UNESCO, dass kulturelle Ausdrucksformen über Generationen weitervermittelt und stetig neu geschaffen werden, mit der «es ist, wie es immer war und wird so bleiben»-Mentalität

alteingesessener Fasnächtler vereinbaren lasse. Der amtierende Comité-Obmann Christoph Bürgin zeigte sich diesbezüglich gegenüber den Medien eher gelassen: Er gehe nicht davon aus, dass sich die Basler Fasnacht nun grundlegend verändern werde. Sie werde wohl eine Wertsteigerung in der Region erfahren und an Bekanntheit gewinnen, mit einer Touristenschwemme sei dennoch nicht zu rechnen. Es sei nun aber an den Behörden, dafür Sorge zu tragen, dass die Rahmenbedingungen erhalten blieben. Bürgins Vorgänger, Felix Rudolf von Rohr, zeigte sich hingegen äusserst erfreut über die Auszeichnung und erhoffte sich dadurch eine Öffnung, gar ein Bekenntnis dazu, dass es sich bei der Fasnacht um eine «Evolution», einen stetigen Wandel der Tradition handle, der nicht gestoppt werden könne.

Erste kleine Änderungen brachte die neu erlangte Auszeichnung bereits wenige Tage nach Bekanntwerden mit sich: Regierungspräsidentin Elisabeth Ackermann (BastA) kündigte an, dass am 6. Januar 2018 an zentraler Stelle bei der Barfüsserkirche eine Fasnachtsgasse eingeweiht werden soll. Kulturminister Alain Berset trug gar im Rahmen des vom Comité organisierten Festaktes in bester Schnitzelbangg-Manier dazu bei, den Basler Dialekt über die Kantonsgrenzen hinauszutragen: «Eh jo. Eh nei. Eh jo. Eh nei. Eh jo. Eh nei. Eh jo. Das ischs Protokoll vom Bundesroot» – dies die bundesratsinterne Diskussion darüber, ob denn nun die Basler Fasnacht zum immateriellen Kulturerbe werden solle.⁵⁰

MOTION
DATUM: 05.06.2018
MELIKE GÖKCE

Im Winter 2017 fand der Israelisch-Palästinensische Konflikt auf aussergewöhnliche Art und Weise seinen Einzug in die parlamentarische Debatte in Bundesbern. Mittels einer Motion wollte Nationalrat Quadri (lega, TI) den Bundesrat damit beauftragen, den **Austritt der Schweiz aus der Unesco zu beschliessen**. Der Motionär verwies auf diverse Initiativen, welche von der Sonderorganisation der UNO angestossen worden waren und mit der Neutralität der Schweiz schlichtweg nicht vereinbar seien; sei dies nun die Resolution «Besetztes Palästina», welche vorsieht, dass Ost-Jerusalem und das Gebiet der Al-Aksa-Moschee ausschliesslich als arabisch angesehen werden, oder die Bezeichnung der Patriarchengräber in Hebron als muslimisches Kulturerbe: Die Unesco versuche lediglich 3000 Jahre Geschichte auszulöschen, indem sie mit ihrem Vorgehen historische Fakten verleugne. Daher sei der Verbleib der Schweiz in der Unesco unter diesen Bedingungen nicht mit dem Neutralitätsgebot vereinbar, weshalb man dem Beispiel der USA und Israels folgen und aus der Organisation austreten solle.

In seiner Stellungnahme vom Februar 2018 beantragte der Bundesrat die Ablehnung der Motion. Der Auftrag der Unesco sei es, durch internationale Zusammenarbeit zu Frieden und nachhaltiger Entwicklung in den Bereichen Bildung, Wissenschaft, Kultur und Kommunikation beizutragen, wozu auch der Schutz und die Wahrung des Welterbes zählten. Besonders dort, wo Kulturgüter sich in Konfliktzonen befänden, spiele die Organisation eine bedeutende Rolle in der Dialogprofilierung zwischen den Konfliktparteien, womit der Schutz des Kulturerbes gefördert werden könne. Daher stelle der Bundesrat das Engagement der Schweiz für die UN-Organisation nicht infrage.

Der Austritt der USA und die jüngst ihrerseits erfolgte Anerkennung Jerusalems als Hauptstadt Israels beeinträchtigten gemäss dem Bundesrat den zuvor über den Verhandlungsweg erreichten Frieden der Zweistaatenlösung. Die Schweiz habe zur Kenntnis genommen, dass bezüglich der geweihten Stätten in Jerusalem der Status quo gewahrt werden soll. Schon seit geraumer Zeit unterstütze sie die Entsendung einer unabhängigen Mission zur faktenbasierten Lagebeurteilung und wie Bundesrat Cassis in der anschliessenden Nationalratsdebatte im Juni auch anführte, anerkenne die angesprochene Resolution die Bedeutung der Altstadt von Jerusalem und ihrer Mauern für sämtliche monotheistischen Religionen. Ebenso wurde bei der Aufnahme der Altstadt von Hebron in die Welterbeliste darauf verwiesen, dass es sich hierbei um eine Stätte handle, die allen drei Religionen zur Ausübung der jeweiligen Riten und Praktiken frei zugänglich sei. Mit ihrem Verbleib in der Unesco solle die Schweiz dafür Sorge tragen, dass diese auch effizient und richtig funktioniert.

Im Nationalrat schienen die bundesrätlichen Argumente auf Anklang zu stossen: Die Motion wurde mit 127 zu 54 Stimmen bei 11 Enthaltungen und ohne weitere Wortmeldungen abgelehnt.⁵¹

Ende November 2018 verkündete die UNESCO, dass sie den **Umgang mit der Lawinengefahr** sowie die **Kenntnisse und Techniken des Trockenmauerbaus** in die **repräsentative Liste des immateriellen Kulturerbes** der Menschheit eingetragen habe. Das Kandidaturdossier zur Lawinengefahr war bereits im März 2017 eingereicht worden und aus der Zusammenarbeit des BAK, des Instituts für Schnee- und Lawinenforschung (SLF), des Schweizer Alpen-Clubs (SAC), des Schweizer Bergführerverbands (SBV), des BAFU, des Kantons Wallis sowie der österreichischen UNESCO-Kommission und diverser österreichischer Institutionen und Vereine im Bereich des Umgangs mit Lawinen entstanden. Die erhöhte Disposition des Alpenraumes für Lawinengänge habe zu neuen Formen des kollektiven Umgangs mit Risiken geführt, die sich im Laufe der Zeit in der Akkumulation eines technischen, gesellschaftlichen und kulturellen Repertoires geäussert haben, das durch die Bevölkerung und Expertinnen und Experten ständig erneuert werde, wie aus dem Dossier zu entnehmen war. Die Aufnahme in die repräsentative Liste zeige, dass der Umgang mit Naturgefahren nicht nur einen technischen, sondern auch einen kulturellen Aspekt innehave, dem jede einzelne Gesellschaft mit unterschiedlichen Strategien entgegenwirke. Die Kandidatur des Trockenmauerbaus resultierte aus einer multinationalen Zusammenarbeit unter der Federführung Griechenlands, an der sich nebst der Schweiz auch Kroatien, Spanien, Frankreich, Italien, Slowenien und Zypern beteiligt hatten. Mit dem Dossier wurde eine weitverbreitete und den lokalen Gegebenheiten angepasste Technik anerkannt und zugleich die grosse Bedeutung der internationalen Zusammenarbeit für die Bewahrung des immateriellen Kulturerbes aufgezeigt.⁵²

Ende November 2018 unterbreitete der Bundesrat dem Parlament seine Botschaft zur **Genehmigung des Übereinkommens über den Schutz des Unterwasser-Kulturerbes**. Mit der Ratifikation des UNESCO-Übereinkommens soll der Schutz des im Meer gefundenen Unterwasser-Kulturerbes im Rahmen des Seerechtsübereinkommens, welchem die Schweiz 2009 beigetreten ist, konkretisiert und dessen Umsetzung geregelt werden. Auch wenn das Abkommen in erster Linie auf den Kulturgüterschutz in den Meeren abzielt, ist es für alle Gewässer anwendbar und trägt zur erstmaligen Schaffung von spezifischen, völkerrechtlich verbindlichen Regeln zum Umgang mit dem Unterwasser-Kulturerbe bei, die auch ein konkretes Eingreifen im Bedrohungsfall erlauben. Das bereits 2001 von der UNESCO geschaffene Abkommen wurde trotz anfänglicher Zweifel zwischenzeitlich von rund 60 Ländern ratifiziert und gilt als ein wirksames Instrument im Kampf gegen die Plünderung und Ausbeutung des Kulturerbes unter Wasser. In den Weltmeeren können so rund 3 Mio. Fundstellen unter Schutz gestellt werden, was einen beachtlichen Teil des Gesamtkulturerbes der Menschheit ausmacht. In der Schweiz zählen beispielsweise die seit 2011 zum UNESCO-Weltkulturerbe «Prähistorische Pfahlbauten um die Alpen» gehörenden Pfahlbauersiedlungen dazu.

Da die Schweiz sowohl in den institutionellen als auch rechtlichen Grundlagen der Bundes- und Kantonebene und den zur Verfügung stehenden Umsetzungsinstrumenten dem Anliegen des Abkommens bereits weitestgehend Rechnung trägt, bedarf es lediglich kleinerer Anpassungen im Kulturgütertransfer- und Seeschiffahrtsgesetz, welche im Entwurf des Bundesbeschlusses aufgeführt werden. Entsprechend waren zum Zeitpunkt der Behandlung auch keine zusätzlichen Ressourcen zur Umsetzung des Anliegens notwendig.

Von den 46 eingegangenen Stellungnahmen in der Vernehmlassung hatte sich eine überwiegende Mehrheit für die Ratifikation des Abkommens ausgesprochen. Durch die angeführten Ziele, Grundzüge und Inhalte des Abkommens – bis auf den Kanton Schwyz wurden diese von sämtlichen Kantonen begrüsst – erhofften sich die Kantone insbesondere im Bereich der Vermittlung und Bildung entsprechende Impulse. Die zustimmenden Organisationen und Verbände – die SVP sowie die beiden Wirtschaftsverbände Centre Patronal und SGV hatten eine Ratifikation abgelehnt – versprachen sich in erster Linie Impulse für die nationale Kultur- und Nachhaltigkeitspolitik.⁵³

In der Frühjahrsession 2019 nahm sich der Nationalrat des Bundesbeschlusses über die **Genehmigung des Übereinkommens über den Schutz des Unterwasser-Kulturerbes** und seiner Umsetzung an und beschloss Eintreten ohne Gegenantrag. Bereits im Januar 2019 hatte die WBK-NR die Relevanz einer zeitgemässen Politikförderung im Bereich des Kulturerbes auf kantonaler, nationaler und internationaler Ebene hervorgehoben und sich mit 24 zu 1 Stimmen für die Vorlage ausgesprochen. In der Ratssitzung wiesen sodann auch Kathy Riklin (cvp, ZH) und

Jacques-André Maire (sp, NE) auf die Bedeutung dieses Abkommens im Allgemeinen, aber auch auf die Verantwortung, die das Binnenland Schweiz damit übernehme, hin. Gerade was die Weltmeere betreffe, müsse die Schweiz dafür Sorge tragen, dass die unter Schweizer Flagge fahrenden Schiffe keine Beeinträchtigung für das Kulturerbe bedeuteten. Für Nationalrat und Kommissionsmitglied Adrian Wüthrich (sp, BE) schien die alleinige Diskussion über Schiffe aber nicht auszureichen: Eine wichtige Rolle in den Ausführungen von Kommissionssprecherin Riklin nahm ein gleichentags erschienener NZZ-Artikel ein, in dem sich Wüthrich wenig begeistert von der Regierungsvorlage gezeigt hatte: Er erachtete die lückenhafte Umsetzung des Kulturgüterschutzes als «unverständlich». Entsprechend hatte er der Kommission drei Anträge vorgelegt, die eine Ausdehnung der Strafbarkeit gemäss dem aktiven Personalitätsprinzip verlangten, wie man es bereits im Falle von Organhandel oder weiblicher Genitalverstümmlung kennt. Dadurch könne das konventionswidrige Verhalten Schweizer Staatsbürgerinnen und -bürger auch auf ausländischem Territorium geahndet werden, erklärte Riklin. Die Kommission hatte diese Anträge mit 20 zu 5 respektive 20 zu 4 Stimmen abgelehnt und sich dabei auf ein Rechtsgutachten des BJ gestützt, in dem dieses zum einen erläuterte, dass das Abkommen keine Gültigkeit für alle Schweizerinnen und Schweizer auf allen Weltmeeren vorsehe, und zum anderen auch die Durchsetzbarkeit dieser Rechtsgrundlage anzweifelte. Daher verzichtete Wüthrich darauf, die Anträge dem Nationalrat zu unterbreiten. In der Gesamtabstimmung sprach sich die grosse Kammer schliesslich mit 171 zu 4 Stimmen ohne Enthaltungen für die Regierungsvorlage aus.⁵⁴

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN

DATUM: 11.06.2019
MELIKE GÖKCE

Die Beratung zur **Genehmigung des Übereinkommens über den Schutz des Unterwasser-Kulturerbes** im Ständerat hielt sich in der Sommersession 2019 kurz. Nachdem die WBK-SR die Vorlage bereits im März 2019 ohne Gegenstimme befürwortet hatte, nahm die kleine Kammer den Entwurf nach Eintretensbeschluss ohne Gegenantrag einstimmig an.⁵⁵

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN

DATUM: 21.06.2019
MELIKE GÖKCE

In den **Schlussabstimmungen zur Genehmigung des Übereinkommens über den Schutz des Unterwasser-Kulturerbes** in der Sommersession 2019 gab es in beiden Räten nichts zu beanstanden: Im Ständerat wurde der Entwurf einstimmig durchgewunken und im Nationalrat mit einer überragenden Mehrheit von 194 zu 1 Stimmen ohne Enthaltungen angenommen.⁵⁶

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE

DATUM: 18.07.2019
MELIKE GÖKCE

Im Hochsommer 2019 avancierte die Romandie zum Mekka der Weinliebhaberinnen und Weinliebhaber: Vom 18. Juli bis zum 11. August fand in Vevey (VD) die zwölfte Ausgabe der traditionsreichen **Fête des Vignerons** statt. Der Planungsvorlauf von fünf Jahren und ein Operativbudget von rund CHF 100 Mio. liessen bereits erahnen, dass die 2019er-Ausgabe zum Spektakel werden könnte, wurde sie doch von den Medien zum «Fest der Superlative» erkoren, das «grösser, teurer, sinnlicher und spektakulärer» ausfallen sollte als alles bisher Dagewesene.

In etwas anderer Form als heute bekannt hat die Festivität ihren Ursprung im 17. Jahrhundert und war als eine jährliche Kontrolle der Arbeit der Weinbauern gedacht, die mit einer festlichen Prozession am Ende jeder Generalversammlung der Confrérie des Vignerons von Vevey abgeschlossen wurde. Um 1770 machte es sich die Bruderschaft zur Aufgabe, die Verbesserung des Rebbaus zu fördern und die gute Arbeit der Rebbauern zu belohnen, indem sie die besten Arbeiten prämierte und krönte. Die steigenden Veranstaltungskosten führten aber dazu, dass die Feier zunächst nur noch alle drei Jahre und schliesslich nur noch alle sechs Jahre stattfinden konnte. So kam es, dass die Parade von 1791 die letzte echte Prozession war, bevor der Präsident und der Rat der Confrérie 1797 beschlossen, die Rebbauern im Rahmen einer öffentlichen Zeremonie zu krönen, was zu einer Transformation der alten Parade hin zur heutigen Fête des Vignerons führte. Die geopolitischen Auseinandersetzungen im Rahmen der Waadtländer Revolution verhinderten in den Folgejahren eine Austragung des Festes, sodass erstmals wieder 1819 gefeiert werden konnte. Diese Gelegenheit sollte auch gleich dazu genutzt werden, das Fest den jungen Generationen näher zu bringen, was der Veranstaltung zugleich ihren heutigen Rhythmus von einem Fest pro Generation bescherte. Dank dieser Jahrhunderte alten Tradition durfte sich das Fest 2019 zum allerersten Mal in seiner Geschichte mit dem Label «UNESCO-Weltkulturerbe» schmücken, was sicherlich auch dazu beigetragen hat, dass Vevey und die Weinberge im Lavaux gemäss dem St. Galler Tagblatt auf die internationale Liste der 29 besten Reiseziele für 2019 aufgenommen und von «National Geographic» zum Lieblingsziel erklärt wurden.

Das Herzstück der 2019er-Ausgabe war das in der eigens hierfür erbauten und 20'000 Leute fassenden Arena stattfindende Schauspiel, das von den Medien als eine «Mischung zwischen einer gigantischen Oper und einer olympischen Zeremonie» bezeichnet wurde; was nicht weiter erstaunte, zeigte sich der künstlerische Leiter Daniele Finzi Pasca doch schon mehrfach für die Inszenierung der Eröffnungs- und Schlusszeremonien bei Olympischen Spielen verantwortlich. In mindestens 20 Aufführungen, an denen rund 5'500 Schauspielende – ein Grossteil davon Laien – und 1'000 Musizierende teilnahmen, wurde anhand der Geschichte eines Mädchens der typische Ablauf der alltäglichen Winzerarbeit im Lavaux nachgezeichnet. Das Highlight jeder Aufführung war die Interpretation der traditionellen Hirtenhymne «Ranz des Vaches» – auch als inoffizielle Hymne der Westschweiz bekannt –, die gemäss der Basler Zeitung ein ganzes Stadion zum Weinen bringe und für eine Melancholie der Massen Sorge. Eine andere Besonderheit der Feierlichkeiten, gar ein Novum, war die erstmalige Teilnahme aller Deutschschweizer Kantone im Rahmen ihres jeweiligen Kantonstages, an dem der Gastkanton seine lokalen Brauchtümer vorstellen konnte. Dies sei eine bewusste Entscheidung gewesen, um das Fest auch «ennet» dem Röstigraben bekannt zu machen, begründe die jüngst erlangte UNESCO-Auszeichnung doch eine Verantwortung gegenüber dem ganzen Land, wie der Confrérie-Präsident François Margot gegenüber der NZZ erläuterte. Ein weiteres Novum war ebenfalls, dass sich erstmals in der Geschichte des Festes eine Frau unter den gekrönten Häuptern befand.

Das sich ein solches Mega-Event aber nicht frei von kritischen Tönen durchführen lässt, hatte sich bereits im Vorfeld abgezeichnet. Mit 400'000 erwarteten Zuschauern im Rahmen des Schauspiels und rund 1 Mio. weiteren Besuchern in der Stadt seien nicht nur die Erwartungen an das Kulturspektakel gross, sondern auch das finanzielle Risiko, wie die Basler Zeitung kommentierte. So störten sich insbesondere die Einheimischen an der Preispolitik der Organisatoren. Bei einem Budget von CHF 100 Mio. lagen die Ticketpreise zwischen CHF 79 und CHF 359; beim letzten Fest (1999) kosteten die Tickets zwischen CHF 65 und CHF 260, bei einem Budget von CHF 54 Mio. Entsprechend waren rund zwei Monate vor dem Ereignis lediglich 60 Prozent der Tickets verkauft. So wagten die Organisatoren es nicht, zu diesem Zeitpunkt eine Gewinnprognose zu machen (1999: CHF 4 Mio.; 1977: CHF 5 Mio.). Auch um die Kostüme der Schauspielerinnen und Schauspieler war bereits ein Jahr zuvor eine regelrechte Polemik ausgebrochen: Die Vereinigung der Westschweizer Schneiderinnen hatte sich gegenüber RTS empört gezeigt, dass die Kostüme in Italien fabriziert werden – ausgerechnet für diesen traditionell schweizerischen Anlass –, wo man doch in der Romandie die nötigen Kapazitäten hätte. Weitere Proteste kamen von Seiten der Unia, weil das Verkaufspersonal in Vevey bereits vor dem Fest wegen ausgedehnter Ladenöffnungszeiten länger arbeiten sollte.

Schliesslich änderte auch die Wahrnehmung der Fête des Vignerons als «kein gewöhnliches Weinfest, sondern eine Institution in der Westschweiz» (St. Galler Tagblatt) nichts an der Tatsache, dass man gerade bezüglich der Finanzen eine herbe Bruchlandung erlitt. Am Ende der Feierlichkeiten wiesen die Organisatoren ein Defizit von rund CHF 15 Mio. aus und hatten das Budget mit CHF 103 Mio. um rund 3 Prozent überschritten. Die Mehrausgaben seien insbesondere in den Bereichen Logistik, Sicherheit und Marketing angefallen, während die Mindereinnahmen, wie zu erwarten war, auf den schleppenden Ticketverkauf zurückzuführen waren. Das Organisationskomitee begründete den Verlust auch damit, dass der Staat in diesem Jahr Dienste in Höhe von rund CHF 8 Mio. in Rechnung gestellt habe, die für die vergangenen Feste noch kostenlos ausgeführt worden waren. CHF 10 Mio. des Finanzdefizits sollen über die Reserven der Winzerbruderschaft getilgt werden. Für die restlichen CHF 5 Mio. wolle man eine geeignete Lösung suchen und erhoffe sich, dass man die Behörden, Unternehmen und private Partner dazu bewegen könne, auf einen Teil ihrer Forderungen zu verzichten. Als eine erste Massnahme führten die Organisatoren Ende September eine grosse Versteigerungsaktion von Artikeln der Fête des Vignerons durch.⁵⁷

Mitte Dezember 2019 verkündete die UNESCO, dass sie die **Historischen Prozessionen von Mendrisio** sowie den **Alpinismus** in die repräsentative Liste des **immateriellen Kulturerbes** der Menschheit aufgenommen habe.

Das Kandidaturdossier der Prozessionen von Mendrisio war bereits 2018 in einer Zusammenarbeit des BAK und der Stiftung Processioni Storiche di Mendrisio mit Unterstützung der Gemeinde Mendrisio eingereicht worden. Die jährlich am Gründonnerstag und Karfreitag stattfindenden Prozessionen sind der Passion und dem Kreuzweg Christi gewidmet und locken Tausende von Zuschauenden an. Ein besonderes

Augenmerk liegt hierbei auf den berühmten «Transparenti», die nach dem Lichterlöschen als grundsätzlich einzige Lichtquelle die Stadt erhellen. Diese seit dem 18. Jahrhundert in spezieller Technik hergestellten, eingerahmten und durchscheinenden Gemälde, waren ein grundlegendes Element der Kandidatur, da das Hauptanliegen darin bestand, die besonderen Kenntnisse der Bildrestauration sowie des Schaffens neuer Werke weiterzuvermitteln.

Das trinationale Dossier des Alpinismus wurde von Organisationen wie dem Schweizer Alpen-Club (SAC) und dem Schweizer Bergführerverband (SBV) sowie den Städten Chamonix (F), Courmayeur (IT), Orsière (CH) und dem Kanton Wallis getragen. Das eingereichte Dossier zeuge von grosser Qualität und unterstreiche als ein positives Beispiel die Relevanz des traditionellen Wissens über die Natur für eine nachhaltige Beziehung zwischen Mensch und Umwelt. Die geteilten historischen und technischen Kenntnisse sowie der vorausgesetzte zwingende Erwerb eines vielfältigen Wissens über topografische, klimatische und phänomenologische Rahmenbedingungen prägten die gemeinsame Kultur des Alpinismus, die sich auf ethische Grundlagen wie den gemeinsamen Einsatz aller Teilnehmenden, den sparsamen Ressourcenumgang, ein richtiges Risikomanagement sowie die Hilfs- und Rettungspflicht stütze.⁵⁸

Heimatschutz und Denkmalpflege

Nach dem Winzerfest von Vevey, dessen Kandidatur im März 2015 eingereicht worden war, deponierte das BAK mit der **Basler Fasnacht** im Frühjahr 2016 seine zweite Kandidatur zur **Aufnahme in das immaterielle Kulturerbe der UNESCO**. Der Entscheid des zwischenstaatlichen Komitees zum Gesuch wird per November 2017 erwartet. Beinahe zeitgleich mit der Deponierung der Kandidatur bemängelte die Basellandschaftliche Zeitung den durch fehlenden Nachwuchs bedingten, schwindenden Anteil an aktiven Fasnächtlern innerhalb der Basler Bevölkerung. Als Gründe für diese Entwicklung eruierte man zum einen das grosse Freizeitangebot für die Basler Jugend, das mit der Fasnachtstätigkeit stark konkurrenzieren, und zum anderen die verpasste Chance, die Migrationsbevölkerung in die Fasnachtskultur zu integrieren. Eine Stärkung der Fasnacht und der Tourismusregion Basel erhoffte man sich indes von einer erfolgreichen Kandidatur allemal: Nicht nur die internationale Bekanntheit Basels würde dadurch gesteigert, sondern es dürfte für Cliquen durch die verstärkte Anerkennung auch einfacher werden, geeignete Räumlichkeiten zur Vorbereitung ihres Fasnachtsauftritts zu finden.

Grund zum Feiern gab es Ende 2016 bereits für Vevey: Die Kandidatur zur Aufnahme des Winzerfestes war erfolgreich, womit die Schweiz in der UNESCO-Liste des immateriellen Kulturerbes der Menschheit bereits den ersten Eintrag verzeichnen kann. Jedes Land ist berechtigt, pro Jahr eine Kandidatur zu deponieren. Aufgrund von Empfehlungen einer Expertengruppe des Bundesrates aus dem Jahr 2014 plant die Schweiz in den Folgejahren noch sechs weitere Kandidaturen.⁵⁹

VERWALTUNGSAKT
DATUM: 31.03.2016
MARLÈNE GERBER

-
- 1) NZZ, LT, 1.6.11; LT, 9.6.11; Medienmitteilung BAK, 31.5.11; Lit. EDI, BAK
 - 2) BO CN, 1990, p. 2422 s.
 - 3) Bund, 13.3.00; NF, 13.3.00.
 - 4) Bund, 29.4.00; NF, 10.5.00; OFEFP, communiqué de presse, 28.6.00.
 - 5) NZZ, 3.7, 11.7 et 1.12.00.
 - 6) TG, 3.3.01.
 - 7) Presse du 24.9.01.
 - 8) 24h, 25.10.01; DETEC, communiqué de presse, 24.10.01.
 - 9) NF, 19.2, 9.7 et 11.7; presse du 14.12.01; DETEC, communiqué de presse, 14.12.01.
 - 10) Presse du 3.7.03.
 - 11) LT, 11.10.03.
 - 12) SGT, 6.11.03; DETEC, communiqué de presse, 5.11.03.
 - 13) 24h, 19.4.04; presse du 11.12.04.
 - 14) NZZ, 31.1.05; NF, 3.2.05.
 - 15) Presse du 2.3.05.
 - 16) Presse du 6.6.05; NZZ, 29.6.05.
 - 17) 24h, 29.11.05.
 - 18) LT, 1.2.06; NZZ, 16.3.06.
 - 19) Büz und SGT, 1.9.06.
 - 20) Presse vom 5.9.06.
 - 21) AZ, Lib. und 24h, 29.6.07.
 - 22) SGT, 5.9.07.
 - 23) NZZ, 18.12. und 22.12.07; LT und 24h, 18.12.07.
 - 24) Büz et TA, 17.6.08.
 - 25) Presse des 8 et 9.7.08.
 - 26) Exp. du 22 au 30.6.09; presse du 30.6.09.
 - 27) FF, 2009, p. 6231.
 - 28) NZZ, 28.10.09.
 - 29) SGT, 13.11.09.
 - 30) Presse du 26.1.10.

- 31) AZ, 10.1.00; SGT, 8.1.00; SZ, 17.1.00.
- 32) APS-Zeitungsanalyse 2019 – Kultur, Sprache, Kirchen
- 33) AB NR, 1990, S. 2422 f.; Verhandlungen Bundesversammlung, 1990, V, S. 141 f.
- 34) BBl, 1992, III, S. 115 f.; Erklärung von Bern (Hg.: 1992/2): EvB Magazin, S. 4 ff.; : NQ, 28.3. und 10.9.92; TA, 2.4.92; WoZ, 3.4.92; NZZ, 11.6.92.
- 35) AB NR, 1993, S. 527; AB SR, 1993, S. 430 f.
- 36) Presse vom 19.8.–23.8.93, 28.9., 16.11. und 17.12.93.
- 37) AB NR, 1993, S. 918 f.; AB SR, 1993, S. 906 f.
- 38) Presse vom 2.9.93; BaZ, 7.12.93; NZZ, 17.12.93.
- 39) Geschäftsbericht, 1994, II, S. 202
- 40) CdT, 31.7.97; NZZ, 11.12.97
- 41) AB NR, 1998, S.2871 ff.; NZZ, 15.8., 27.8., 15.9. und 13.10.98; LT, 27.8.98; Presse vom 31.8.98
- 42) AB NR, 2004, S. 1224; AB SR, 2004, S. 896 f.
- 43) AB NR, 2006, Beilagen I, S. 226 f.; AB NR, 2006, S. 523; AB NR, 2006, S. 867; Presse vom 22.12.06
- 44) BBl, 2007, S. 7251 ff. und 7297 ff.; AB NR, 2007, S. 1793 ff.
- 45) NZZ, 25.6. und 28.6.11; SN, 29.6.11.
- 46) Medienmitteilung BAK vom 7.10.11; BZ, 1.6.11.
- 47) Bericht uÜber die Umsetzung des UNSECO-UÜbereinkommens; Medienmitteilung BR vom 23.9.16
- 48) Aktualisierte Liste der lebendigen Traditionen in der Schweiz; Medienmitteilung BAK vom 10.7.17
- 49) Schweizerische UNESCO-Kommission; NZZ, 8.11.17
- 50) Medienmitteilung BAK vom 7.12.17; BLZ, BaZ, 17.2.17; BLZ, 20.10.17; BaZ, 6.12.17; BLZ, BaZ, NZZ, 8.12.17; BLZ, BaZ, TA, 9.12.17; BaZ, 13.12.17, 8.1.18
- 51) AB NR, 2018, S. 813 f.
- 52) Medienmitteilung BAK vom 29.11.18; AZ, NZZ, 30.11.18
- 53) BBl 2019, S. 467 ff.; BBl 2019, S. 499 ff.; Vernehmlassungsbericht des BAK vom 30.7.18
- 54) AB NR, 2019, S. 417 ff.; Medienmitteilung WBK-NR vom 1.2.19; NZZ, 19.3.19
- 55) AB SR, 2019, S. 349; Medienmitteilung WBK-SR vom 29.3.19
- 56) AB NR, 2019, S. 1366 f.; AB SR, 2019, S. 588; Schlussabstimmungstext vom 21.6.19
- 57) NZZ, 18.7.18; BaZ, 20.2., 22.5., 24.5.19; BLZ, BaZ, 4.6.19; 24H, 6.6.19; BaZ, 14.6.19; Lib, 27.6.19; BLZ, 28.6.19; BaZ, 29.6.19; BLZ, BaZ, 5.7.19; 24H, 9.7.19; BaZ, SGT, 15.7.19; 24H, 16.7.19; 24H, SGT, 18.7.19; 24H, BaZ, TA, 19.7.19; BaZ, TA, 20.7.19; SGT, 22.7.19; Lib, 23.7.19; SGL, SGR, 24.7.19; BLZ, 25.7.19; BaZ, 29.7.19; BLZ, 30.7.19; SZ, 31.7.19; LT, 2.8.19; 24H, 3.8.19; TA, 5.8.19; 24H, Lib, 12.8.19; 24H, 17.8., 26.8., 14.9., 18.9.19; BaZ, 19.9.19; 24H, LT, 2.10.19
- 58) Medienmitteilung BR vom 11.12.19; Medienmitteilung BR vom 12.12.19; CdT, 13.12.19
- 59) Medienmitteilung BAK vom 31.3.16; BLZ, BaZ, 1.4.16; BaZ, 2.4.16; NZZ, 2.12.16